

L'implosion du capitalisme mondialisé: le défi pour les gauches radicales

Le capitalisme mondialisé – hier encore proclamé «fin de l'histoire» – n'a pas vécu plus de deux décennies avant d'imploser. Mais quel «autre monde» est-il appelé à lui succéder? Le capitalisme entrera-t-il dans une phase nouvelle de son déploiement, moins déséquilibré à l'échelle mondiale, davantage centré sur l'Asie et l'Amérique du Sud? Ou bien un monde authentiquement polycentrique dans lequel se conjugueront et se confronteront des avancées en direction d'alternatives démocratiques et populaires et des restaurations violentes? Un débat approfondi sur ces questions impose un retour sur la lecture de la trajectoire du capitalisme historique, seule capable d'éclairer la nature de la crise systémique en cours. Celle-ci ouvre aux gauches radicales, si elles savent être audacieuses, la voie à leur affirmation comme forces catalysatrices majeures, capables de faire avancer l'émancipation des travailleurs et des peuples.

Samir Amin

Président du Forum
mondial des Alternatives
(samir.amin@wanadoo.fr)

La trajectoire du capitalisme historique

L'histoire longue du capitalisme est constituée de trois phases successives distinctes: (i) une longue préparation – la transition du mode tributaire, forme générale d'organisation des sociétés de classes pré-modernes – qui occupe les huit siècles de l'an 1000 à l'an 1800; (ii) une phase courte de maturité (le XIX^e siècle) au cours de laquelle s'affirme la domination de «l'Occident»; (iii) la phase du long «déclin» provoqué par «l'éveil du Sud» (pour reprendre le titre de mon ouvrage: *l'Eveil du Sud*, éd. le Temps des cerises, Paris, 2007), dont les peuples et les Etats ont reconquis l'initiative majeure dans la transformation du monde, et dont la première vague s'est déployée au XX^e siècle. Ce combat contre l'ordre impérialiste, indissociable de l'expansion mondiale du capitalisme, est par lui-même porteur potentiel d'un engagement sur la longue route de la transition, au-delà du capitalisme, vers le socialisme. Avec le XXI^e siècle s'amorce une seconde vague d'initiatives indépendantes des peuples et des Etats du Sud.

1. Les contradictions internes propres à toutes les sociétés avancées du monde pré-moderne – et non pas seulement celles qui sont particulières à l'Europe « féodale » – rendent compte des vagues successives d'invention graduelle des éléments constitutifs de la modernité capitaliste.

La vague la plus ancienne concerne la Chine, où s'amorcent ces transformations dès l'époque Sung (XI^e siècle) pour s'amplifier aux époques Ming et Qing, donnant à la Chine une avance marquée en termes d'inventivité technologique, de productivité du travail social et de richesse, qui ne sera pas dépassée par l'Europe avant le XIX^e siècle. Cette vague « chinoise » sera suivie par une vague « moyen-orientale » qui se déploie dans le Califat arabo-persan et, par la suite (à partir des Croisades) dans les villes italiennes.

La dernière vague concernant cette longue transition du monde tributaire ancien au monde capitaliste moderne s'amorce dans l'Europe atlantique à partir de la conquête des Amériques, pour se déployer au cours des trois siècles du mercantilisme (1500-1800). Le capitalisme historique qui s'imposera progressivement à l'échelle mondiale est le produit de cette dernière vague. La forme « européenne » (« occidentale ») du capitalisme historique, construite par l'Europe atlantique et centrale, son rejeton étasunien, puis plus tardivement le Japon, est indissociable de quelques-uns de ses caractères propres, en particulier de son mode d'accumulation fondé sur la dépossession (d'abord de ses paysans, puis des peuples des périphéries intégrés dans son système global). Cette forme historique est donc indissociable du contraste centres/périphéries qu'elle construit, reproduit et approfondit sans fin.

2. Le capitalisme historique prend sa forme achevée à la fin du XVIII^e siècle, avec la révolution industrielle anglaise qui invente la nouvelle « machino-facture » (et avec elle le statut du nouveau prolétariat industriel) et la révolution française qui invente la politique moderne.

Le capitalisme mature se déploie dans un temps court, qui marque l'apogée de ce système – le XIX^e siècle. L'accumulation du capital s'impose alors dans sa forme définitive et devient la loi fondamentale qui commande le devenir social.

Dès l'origine, cette forme d'accumulation est simultanément constructive (elle permet l'accélération prodigieuse et continue du progrès de la productivité du travail social), mais également destructive. Marx en fait l'observation précoce : l'accumulation détruit les deux fondements de la richesse – l'être humain (victime de l'aliénation marchande) et la nature.

Dans les analyses du capitalisme historique que j'ai proposées, j'ai placé un accent particulier sur le troisième aspect de cette dimension destructive de l'accumulation : la dépossession matérielle et culturelle des peuples dominés des périphéries, dont Marx a peut-être quelque peu négligé l'importance. Sans doute parce que dans le court moment où se situent ses travaux, l'Europe paraît se consacrer presque exclusivement aux exigences de

l'accumulation interne. Marx relègue de ce fait la dépossession aux temps de « l'accumulation primitive » que, par contre, j'ai qualifiée de permanente.

Il reste que, dans sa période courte de maturité, le capitalisme remplit des fonctions historiques progressistes indéniables : il crée les conditions qui rendent possible et nécessaire son dépassement socialiste/communiste, tant au plan matériel qu'à celui de la conscience politique et culturelle nouvelle qui l'accompagne. Le socialisme (mieux, le communisme) n'est pas un « mode de production » supérieur, parce que capable d'accélérer le développement des forces productives et d'y associer une répartition « équitable » des revenus. Il est tout autre chose : une étape supérieure du développement de la civilisation humaine. Ce n'est donc pas un hasard si le mouvement ouvrier et socialiste amorce son enracinement dans les nouvelles classes populaires et engage son combat pour le socialisme dès le XIX^e siècle européen (avec *le Manifeste communiste*, dès 1848). Ce n'est pas davantage un hasard si cette remise en question prend la forme de la première révolution socialiste de l'histoire : la Commune de Paris (1871).

3. Le capitalisme historique entre, à partir de la fin du XIX^e siècle, dans le temps – long – de son déclin. J'entends par là que les dimensions destructives de l'accumulation l'emportent désormais, à un rythme croissant, sur sa dimension historique constructive progressiste.

Cette transformation qualitative du capitalisme prend corps avec la constitution des nouveaux monopoles de production (et non plus seulement de domination des échanges et de conquête coloniale comme aux temps du mercantilisme) à la fin du XIX^e siècle (Hobson, Hilferding, Lénine) en réponse à la première longue crise structurelle du capitalisme amorcée dès les années 1870 (peu de temps après la défaite de la Commune de Paris). L'émergence du capitalisme des monopoles démontre que le capitalisme a désormais « fait son temps », est devenu « obsolète ». L'heure de l'expropriation nécessaire et possible des expropriateurs a sonné. Ce déclin se traduit par une première vague de guerres et de révolutions qui ont fait l'histoire du XX^e siècle.

Lénine n'avait donc pas tort de qualifier le capitalisme des monopoles de « phase suprême du capitalisme ». Mais Lénine – optimiste – pensait que cette première longue crise serait la dernière, ayant mis à l'ordre du jour la révolution socialiste. L'histoire ultérieure a prouvé que le capitalisme a été capable de surmonter cette crise (au prix de deux guerres mondiales et en s'ajustant aux reculs que lui imposaient les révolutions socialistes russe et chinoise et la libération nationale de l'Asie et de l'Afrique). Mais au temps court du renouveau du déploiement du capitalisme des monopoles (de 1945 à 1975) a succédé une seconde longue crise structurelle du système, amorcée à partir des années 1970. Le capital a répondu à ce défi renouvelé par une nouvelle transformation qualitative qui a pris la forme de ce que j'ai qualifié de « capitalisme des monopoles généralisé ».

Un ensemble de questions majeures émerge de cette lecture du «long déclin» du capitalisme, qui concerne la nature de la «révolution» à l'ordre du jour. Le «long déclin» du capitalisme historique des monopoles peut-il devenir synonyme de la «longue transition» au socialisme/communisme? A quelles conditions?

4. Je lis l'histoire de la longue transition au capitalisme évoquée ici comme celle de l'invention des ingrédients qui, coagulés ensemble, constitueront le capitalisme historique dans sa forme achevée. Ces ingrédients concernent évidemment les rapports sociaux – et singulièrement les rapports de propriété – propres au capitalisme, autrement dit la polarisation opposant les propriétaires exclusifs des moyens de production modernes (l'usine) et la force de travail, réduite à son tour au statut de marchandise. Certes, parce que l'émergence de ces rapports définit le capitalisme, la confusion entre commerce et capitalisme appauvrit à l'extrême la saisie de la réalité du monde moderne. D'autant que la lecture eurocentrique du marxisme réduit la longue transition au capitalisme aux trois siècles du mercantilisme européen (1500-1800). Dans ce cadre s'affirme alors la tendance à confondre le capitalisme marchand et le capitalisme tout court. D'autant que la transformation qualitative que représente, avec la révolution industrielle, l'invention de la machinofacture est parfois même elle-même remise en question. On passe de l'eurocentrisme à l'anglocentrisme lorsqu'on réduit encore davantage ce moment européen de la transition à la forme particulière de la transformation de l'agriculture anglaise qui, avec les «enclosures», exproprie la majorité paysanne et réserve l'accès au sol aux propriétaires aristocratiques et aux paysans riches devenus leurs fermiers tenanciers. D'autres formes d'émergence du capitalisme industriel articulées sur d'autres formes de gestion capitaliste de l'agriculture se sont déployées aux Etats Unis, en France et sur le continent européen, au Japon et ailleurs.

La lecture que je propose n'est pas seulement non eurocentrique parce qu'elle intègre la contribution d'autres régions à l'invention du capitalisme. Elle procède d'une lecture non réductrice du concept de mode de production. Le capitalisme est plus qu'un mode de production qui suppose un degré plus avancé de développement des forces productives: il constitue un stade plus avancé de la civilisation. Et, pour cette raison l'invention des rapports sociaux propres au capitalisme est indissociable de celle des autres composantes de ce qui est devenu la «modernité». La création d'un service public où l'on recrute par concours, l'idée de laïcité de l'Etat, l'affirmation que les hommes font leur histoire et non les dieux ou les ancêtres aristocratiques, amorcées en Chine des siècles avant l'Europe constituent à leur tour les ingrédients de la modernité capitaliste, le substantif et le qualificatif étant indissociables. La modernité en question est donc la modernité capitaliste, définie par les contradictions propres à l'hégémonie du capital et les limites qui en découlent.

J'ai par ailleurs proposé une lecture du mode de production capitaliste en question, considéré dans la totalité de ses instances, associant base économique et superstructures politiques et idéologiques, qui autorise la prise en compte de l'autonomie des logiques de déploiement de chacune de ces instances.

Je dirai aussi que le capitalisme marchand acquiert, à un stade avancé de son développement – en Chine, dans le Khalifat musulman, dans les villes italiennes, puis enfin dans le mercantilisme européen, un sens nouveau: il devient l'ancêtre du capitalisme achevé produit par la révolution industrielle. Même si ce capitalisme marchand est demeuré longtemps largement prisonnier des rapports sociaux fondamentaux qui définissent le mode tributaire, c'est-à-dire encastré dans un système défini par la dominance du politique et la soumission de l'économique aux exigences de sa reproduction, il n'en reste pas moins que la coagulation capitaliste lui est redevable de l'invention de composantes indispensables à celle-ci, comme les formes sophistiquées de la comptabilité et du crédit.

5. De 1500 (amorce de la forme mercantiliste atlantique historique de la transition au capitalisme mature) à 1900 (amorce de la remise en question de la logique unilatérale de l'accumulation), les « Occidentaux » (Européens, puis Nord-Américains et, plus tardivement, Japonais) restent les maîtres du jeu. Ce sont eux qui façonnent, seuls, les structures du monde nouveau du capitalisme historique. Les peuples et les nations des périphéries conquises et dominées résistent certes à leur manière, mais ils sont toujours finalement défaits et contraints de s'ajuster aux exigences de leur statut de subordonnés.

La domination du monde euro-atlantique s'accompagne de son explosion démographique: les Européens, qui constituaient 18% de la population de la planète en 1500, en représentent 36% en 1900, augmentés de leur descendance émigrée vers les Amériques et l'Australie. Sans cette émigration massive, le modèle d'accumulation du capitalisme historique, fondé sur la dissolution accélérée du monde paysan, eut été simplement impossible. C'est la raison pour laquelle ce modèle ne peut être reproduit dans les périphéries du système, qui ne disposent pas « d'Amériques » à conquérir. Le « rattrapage » dans le système étant impossible, l'option pour une voie de développement différente s'impose, sans alternative.

6. Le XX^e siècle amorce un renversement des rôles: l'initiative passe aux peuples et aux nations des périphéries.

La Commune de Paris (1871), qui avait été la première révolution socialiste, sera en même temps la dernière à se dérouler dans un pays du centre capitaliste. Le XX^e siècle inaugure – avec « l'éveil des peuples des périphéries » – un chapitre nouveau de l'Histoire: la révolution iranienne de 1907, celle du Mexique (1910-1920), celle de la Chine (1911), celle de 1905 dans la Russie « semi-périphérique » qui annonce la révolution de 1917,

la *Nahda* arabo-musulmane, le Mouvement des Jeunes Turcs, la révolution égyptienne de 1919, la formation du Congrès indien en constituent les premières manifestations.

En réaction à la première longue crise du capitalisme historique (1875-1950) les peuples des périphéries amorcent leur libération à partir de 1914-1917 et se mobilisent sous les drapeaux du socialisme (Russie, Chine, Vietnam, Cuba) ou sous ceux de la libération nationale associée à des degrés divers à des réformes sociales progressistes. Ils s'engagent dans la voie de l'industrialisation jusqu'alors interdite par la domination de l'impérialisme «classique» (ancien), contraignant celui-ci à «s'ajuster» à cette première vague d'initiatives indépendantes des peuples, des nations et des Etats de la périphérie. De 1917 à l'essoufflement du «projet de Bandoung» (1955-1980) et à l'effondrement du soviétisme (1990), ce sont ces initiatives qui occupent le devant de la scène. Je ne lis pas les deux longues crises du capitalisme vieillissant des monopoles dans les termes suggérés par la théorie des cycles longs de Kondratieff, mais comme deux étapes à la fois du déclin du capitalisme historique mondialisé et de la transition possible au socialisme. Je ne lis pas davantage la période 1914-1945 comme exclusivement «la guerre de trente ans pour la succession de l'hégémonie britannique», mais également comme la longue guerre conduite par les centres impérialistes contre le premier éveil des périphéries (l'Est et le Sud).

Cette première vague d'éveil des peuples des périphéries s'épuise pour des raisons multiples et combinées tenant à la fois à ses propres limites et contradictions internes et au succès de l'impérialisme qui parvient à inventer de nouveaux modes de contrôle du système mondial (contrôle de l'invention technologique, de l'accès aux ressources de la planète, maîtrise du système financier mondialisé, des communications et de l'information, des armes de destruction massive).

Néanmoins, une seconde longue crise du capitalisme s'amorce dans les années 70, un siècle exactement après la première. Les réponses du capital à cette crise sont analogues à celles qu'il avait données à la première : concentration renforcée (à l'origine de l'émergence du capitalisme des monopoles généralisés), mondialisation («libérale») et financiarisation. Mais le triomphe du nouvel impérialisme collectif de la Triade (la seconde «belle époque» – 1990-2008 – faisant écho à la première – 1890-1914) est bref. Une nouvelle époque de chaos, de guerres et de révolutions est ouverte. Dans ce cadre, la seconde vague d'éveil des nations des périphéries, déjà amorcée, interdit désormais à l'impérialisme collectif de la Triade d'envisager la possibilité de maintenir ses positions dominantes autrement que par le contrôle militaire de la planète. L'establishment de Washington, en désignant cet objectif stratégique comme prioritaire, fait preuve d'une conscience parfaite de l'enjeu des luttes et des conflits décisifs de notre époque, qui fait contraste avec la vision naïve des courants majoritaires de «l'alter-mondialisme» occidental.

Le capitalisme des monopoles généralisés, phase ultime du capitalisme ?

Lénine avait qualifié l'impérialisme des monopoles de « phase suprême du capitalisme ». J'ai qualifié l'impérialisme de « phase permanente du capitalisme », en ce sens que le capitalisme historique mondialisé s'est constitué et n'a cessé de reproduire et d'approfondir la polarisation centres/périphéries. La première vague de constitution des monopoles à la fin du XIX^e siècle a certainement marqué une transformation qualitative des structures fondamentales du mode de production capitaliste. Lénine en déduisait que la révolution socialiste était de ce fait à l'ordre du jour, et Rosa Luxemburg que l'alternative se définissait désormais dans les termes de « socialisme ou barbarie ». Lénine a sans doute été un peu trop optimiste, n'ayant pas estimé à sa juste mesure les effets dévastateurs de la rente impérialiste et le transfert qui lui est associé de la révolution de l'Occident (les centres) à l'Orient (les périphéries).

La seconde vague de centralisation du capital, qui s'est déployée au cours du dernier tiers du XX^e siècle, a constitué une seconde transformation qualitative du système, que je qualifie de ce fait de « monopoles généralisés ». Désormais les monopoles ne constituent plus seulement les hauteurs dominantes de l'économie moderne ; ils sont parvenus à imposer leur contrôle direct sur tout le système productif. Les petites et moyennes entreprises (et même les grandes hors monopoles), comme les agriculteurs, sont véritablement dépossédés, réduits au statut de sous-traitant, soumis en amont et en aval au contrôle serré des monopoles.

A ce stade suprême de centralisation du capital, le lien qui associait le capital à son support organique vivant – la bourgeoisie – est brisé. Cette transformation est d'une portée immense : la bourgeoisie historique, constituée de familles ancrées dans le paysage local, cède la place à une oligarchie/ploutocratie anonyme qui contrôle les monopoles, en dépit de la dispersion des titres de propriété de leurs capitaux. L'éventail des opérations financières inventées au cours des dernières décennies témoigne de cette forme suprême de l'aliénation : le spéculateur peut désormais vendre ce qu'il ne possède même pas, réduisant le principe de propriété à un statut dérisoire. La fonction du travail social productif disparaît. Déjà l'aliénation au carré attribuait à l'argent une vertu productive (« l'argent fait des petits »). Désormais, l'aliénation est portée au carré de son carré : c'est le temps (*time is money*) qui, par sa seule vertu, « produit le profit ». La nouvelle classe bourgeoise qui répond aux exigences de la reproduction de ce système est réduite au statut de « serviteurs salariés » (eux-mêmes précarisés), quand bien même constitueraient-ils, en leur qualité de membres des segments supérieurs des classes moyennes, des privilégiés fort bien rémunérés pour leur « travail ».

Dans ces conditions, ne doit-on pas conclure que le capitalisme a fait son temps ? Il n'y a pas d'autre réponse possible au défi : les monopoles doivent être nationalisés. Cette étatisation incontournable constitue le

premier pas en direction d'une socialisation possible de leur gestion par les travailleurs et les citoyens. Elle seule permet d'avancer sur la longue route du socialisme. Simultanément, elle seule permet de développer une nouvelle macro-économie qui restaure un espace réel pour la gestion privée des petites et moyennes entreprises. A défaut, la logique de la domination du capital abstrait ne peut rien produire d'autre que le déclin de la démocratie et de la civilisation, à l'échelle mondiale «l'apartheid généralisé».

La vocation tricontinentale du marxisme

La lecture de la trajectoire du capitalisme historique que j'ai proposée et la mise en relief dans cette trajectoire de la polarisation mondiale (le contraste centre/périphérie) produite par la forme historique de l'accumulation du capital interpellent les visions de la «révolution socialiste» (et plus largement de la transition au socialisme) que les marxismes historiques ont développées, la «révolution» (ou la transition) à l'ordre du jour n'étant pas nécessairement celle sur la base de laquelle ces visions (et donc les stratégies de lutte pour le dépassement du capitalisme) ont été formulées. Force est de reconnaître que ce que les luttes sociales et politiques majeures du XX^e siècle ont tenté de remettre en question n'est pas tant le capitalisme en tant que tel que la dimension impérialiste permanente du capitalisme réellement existant. La question est alors de savoir si ce transfert du centre de gravité des luttes porte en lui, sinon nécessairement (et encore moins «automatiquement») du moins potentiellement, la remise en question du capitalisme tout court.

Le «marxisme» (ou plus exactement les marxismes historiques) s'est trouvé confronté à un défi nouveau, absent dans la conscience politique la plus lucide du XIX^e siècle, mais désormais imposé dans les faits par le transfert de l'initiative de la transformation du monde aux peuples, nations et États de la périphérie. La rente impérialiste ne constitue pas "seulement" un bénéfice pour les monopoles du centre dominant (sous la forme de sur-profits), elle constitue également le fondement de la reproduction de la société dans son ensemble, en dépit de sa structure de classes évidente et l'exploitation de ses travailleurs. Un «autre monde» (phrase bien vague pour désigner un monde engagé sur la longue route conduisant au socialisme) n'est évidemment pensable que si l'on donne leur solution aux problèmes des peuples de la périphérie (80 % seulement de la population mondiale!). «Changer le monde», c'est donc d'abord changer les conditions de vie de cette majorité. Le marxisme, qui analyse la réalité du monde pour donner aux forces qui agissent pour son changement leur pleine efficacité, acquiert par la force des choses une vocation tricontinentale (Asie, Afrique, Amérique latine) décisive, voire dominante. Comment donc ce marxisme à vocation tricontinentale propose-t-il d'analyser la réalité et de formuler des stratégies efficaces?

Pour répondre à cette question, il nous faut d'abord partir de l'analyse de la réalité. La réflexion que je propose à cet effet est centrée sur la mise en

relief de ce qui m'apparaît être la transformation du capitalisme impérialiste des monopoles (« sénile ») en capitalisme des monopoles généralisés (encore davantage sénile de ce fait), une transformation qualitative en réponse à la seconde longue crise du système amorcée dans les années 70 et qui n'a toujours pas trouvé de solution. J'ai tiré de cette analyse deux conclusions majeures : (i) la transformation du système impérialiste en impérialisme collectif de la Triade (Etats-Unis, Europe, Japon) en réponse à l'industrialisation des périphéries, imposée par les victoires de la première vague de leur « éveil », et, avec elle la mise en œuvre par le nouvel impérialisme de moyens nouveaux de contrôle du système mondial, fondés sur le contrôle militaire de la planète et de ses ressources, la surprotection de l'appropriation exclusive des technologies par les oligopoles, la main-mise sur le système financier mondialisé ; (ii) la transformation des structures de classes du capitalisme contemporain qui lui est associée par l'émergence d'une oligarchie dominante exclusive.

Mao-Tsé-Toung a développé en contre-point une réflexion à la fois profondément révolutionnaire et « réaliste » (scientifique, lucide) portant sur les termes dans lesquels le défi doit être analysé et permettant d'en déduire des stratégies efficaces d'avancées successives sur la longue route de la transition au socialisme. Pour cela, il distingue et connecte les trois instances de la réalité : peuples, nations, Etats.

Le peuple (les classes populaires) « veut la révolution ». Entendre : il est possible de construire un bloc hégémonique, associant les différentes classes dominées et exploitées, alternatif à celui qui permet la reproduction du système de la domination du capitalisme impérialiste, exercée à travers le bloc hégémonique compradore et l'Etat dépendant à son service.

La mention des nations fait référence au fait que la domination impérialiste nie la dignité des « nations » (appelez-les comme vous voudrez) forgées par l'histoire des sociétés des périphéries. Elle en détruit systématiquement les composantes qui font leur originalité, au profit d'une « occidentalisation » de pacotille. La libération des peuples est alors indissociable de celle des nations qu'ils sont. Et c'est pourquoi le maoïsme a substitué à la devise courte « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » une phrase plus riche : « Prolétaires de tous les pays, peuples opprimés, unissez-vous ». Les « nations veulent leur libération », entendue dans un sens complémentaire au combat des peuples et non conflictuel avec celui-ci. La libération en question n'est donc pas la restauration du passé – l'illusion du passéisme culturaliste – mais l'invention de l'avenir à partir de la transformation radicale de l'héritage historique, en lieu et place de l'importation artificielle d'une fausse « modernité ». La culture héritée et soumise à l'épreuve de la transformation est ici à entendre comme la culture politique, en évitant soigneusement le terme vague de « culture » (« religions » et autres) qui ne veut rien dire, parce que celle-ci n'est pas un invariant historique.

La référence à l'Etat est fondée sur la reconnaissance nécessaire de l'autonomie du pouvoir dans ses relations avec le bloc hégémonique

qui fonde sa légitimité, même si celui-ci est populaire et national. Cette autonomie ne peut être ignorée tant que l'Etat existera, c'est-à-dire au moins pour tout le temps de la longue transition au communisme. C'est après seulement qu'on pourra penser une « société sans Etat ». Pas avant. Non pas seulement parce que les avancées populaires et nationales doivent être protégées de l'agression permanente de l'impérialisme toujours dominant à l'échelle mondiale. Mais aussi – et peut être surtout – parce que « avancer dans la longue transition » exige à son tour « développer les forces productives », c'est-à-dire réaliser ce que l'impérialisme interdit aux pays concernés des périphéries: gommer l'héritage de la polarisation mondiale qui est indissociable de l'expansion mondiale du capitalisme historique. Le programme n'est pas synonyme de « rattrapage » par imitation des modèles du capitalisme central; un rattrapage au demeurant impossible et de surcroît non souhaitable. Il impose une conception différente de la « modernisation/industrialisation », fondée sur la participation effective des classes populaires à sa réalisation et à leur bénéfice immédiat à chaque étape de la progression. On refusera donc le raisonnement dominant qui voudrait qu'on attende indéfiniment que le développement des forces productives ait enfin créé les conditions d'un passage « nécessaire » au socialisme. Il est nécessaire de développer celles-ci dès le départ dans la perspective de la construction du socialisme. Le pouvoir d'Etat est évidemment au cœur des conflits entre ces exigences contradictoires du « développement » et du « socialisme ».

« Les Etats veulent l'indépendance ». Il faut l'entendre comme un objectif double: indépendance (forme extrême de l'autonomie) à l'égard des classes populaires, indépendance à l'égard des pressions du système mondial capitaliste. La « bourgeoisie » (plus largement la classe dirigeante aux postes de commande de l'Etat, dont les ambitions tirent toujours en direction d'une évolution bourgeoise) est simultanément nationale et compradore. Si les circonstances lui permettent d'élargir sa marge d'autonomie vis-à-vis de l'impérialisme dominant, elle choisit la voie de la « défense des intérêts nationaux ». Mais si elles ne le lui permettent pas, elle s'inscrit dans une soumission « compradore » aux exigences de celui-ci. La « nouvelle classe dirigeante » (ou « groupe dirigeant ») est encore sur ce plan en position ambiguë, même lorsqu'elle est assise sur un bloc populaire, du fait de la tendance « bourgeoise » qui l'anime au moins partiellement.

L'articulation correcte de ces trois instances de la réalité conditionne le succès des avancées sur la longue route de la transition. Il s'agit de renforcer le caractère complémentaire possible des avancées du peuple, de la libération de la nation et des réalisations du pouvoir d'Etat. Si, par contre, on laisse se développer la contradiction entre l'instance populaire et l'Etat, les avancées en question risquent d'être mises en déroute. La considération de l'une quelconque des instances sans souci de son articulation aux autres enferme dans l'impasse. Celle du « peuple » qui compterait seul – la thèse du « mouvement » capable de transformer le monde sans souci de prendre le

pouvoir – est simplement naïve. Celle de la libération nationale « coûte que coûte », c'est-à-dire conçue comme indépendante du contenu social du bloc hégémonique, conduit à l'illusion culturaliste passéiste (l'islam, l'hindouisme ou le bouddhisme politiques en sont des exemples), impuissante en fait. Celle du pouvoir conçu comme capable de « réaliser » pour le peuple, mais sans lui, conduit à la dérive autocratique et à la cristallisation d'une nouvelle bourgeoisie. La dérive du soviétisme – évoluant du « capitalisme sans capitalistes » (un capitalisme d'Etat) au « capitalisme avec capitalistes » – en constitue l'exemple le plus tragique.

Parce que ni les peuples, ni les nations, ni les Etats des périphéries ne sont à l'aise dans le système impérialiste, le « Sud » est la « zone des tempêtes », celle des soulèvements et des révoltes permanentes. Et depuis 1917, l'histoire a été principalement celle de ces révoltes et des initiatives indépendantes (au sens d'indépendantes des tendances qui dominent à l'échelle du système capitaliste impérialiste en place) des peuples, des nations et des Etats des périphéries. Ce sont ces initiatives – en dépit de leurs limites et contradictions – qui ont façonné les transformations les plus décisives du monde contemporain, bien davantage que les progrès des forces productives et que les ajustements sociaux relativement faciles qui les ont accompagnés dans les centres du système.

La seconde vague d'initiatives indépendantes des pays du Sud est amorcée. Des pays « émergents » et d'autres, comme leurs peuples, combattent les moyens par lesquels l'impérialisme collectif de la Triade tente de perpétuer sa domination. Les interventions militaires de Washington et de ses alliés subalternes de l'OTAN sont mises en échec. Le système financier mondialisé s'effondre, et à sa place des systèmes régionaux autonomes sont en voie de se constituer. Les monopoles technologiques des oligopoles sont battus en brèche. La récupération du contrôle des ressources naturelles est à l'ordre du jour. Les nations andines, victimes du colonialisme interne qui avait succédé à la colonisation étrangère, s'imposent sur la scène politique. Les organisations populaires et les partis de la gauche radicale en lutte ont parfois déjà mis en déroute les programmes libéraux (en Amérique latine) ou sont sur la voie qui y conduit. Ces initiatives, d'abord fondamentalement anti-impérialistes, portent en elles un potentiel qui leur permet de s'engager sur la longue route de la transition socialiste.

Le long déclin du capitalisme/impérialisme obsolète et la longue transition au socialisme constituent ainsi les deux pôles antagonistes du défi. Le déclin par lui-même ne produit pas d'avancées sur la route du socialisme; tout au contraire, la logique des réponses que le capital donne à ce défi s'inscrit sur la pente glissante de la barbarie – « l'apartheid à l'échelle mondiale » ai-je écrit. Néanmoins, ce déclin crée simultanément des conditions favorables à un engagement sur la route de la longue transition socialiste. Comment se sont enchevêtrés ces deux avenir possibles? « L'autre monde » en construction est toujours ambivalent; il porte en lui le pire et le

meilleur, tous deux « possibles » (il n'y a pas de lois de l'histoire antérieures à l'histoire elle-même, ai-je écrit). Une première vague d'initiatives des peuples, des nations et des Etats de la périphérie s'est déployée au XX^e siècle jusque vers 1980. L'analyse qu'on doit faire de ses composantes ne prend de sens qu'à la lumière de la réflexion sur les complémentarités et les conflits dans leur mode d'articulation des trois instances concernées. Une seconde vague d'initiatives est d'ores et déjà amorcée. Sera-t-elle plus efficace? Permettra-t-elle d'aller plus loin que la précédente?

Sortir de la crise du capitalisme ?

Les oligarchies au pouvoir dans le système du capitalisme contemporain s'emploient à rétablir le système tel qu'il était avant la crise financière de 2008. Elles ont besoin, à cette fin, de convaincre les peuples autour d'un « consensus » qui ne remet pas en question leur pouvoir suprême et sont disposées pour y parvenir à faire des concessions rhétoriques en ce qui concerne les défis écologiques (en particulier sur la question du climat), à repeindre en vert leur domination et même à laisser entendre qu'elles s'engagent dans des réformes sociales (la « lutte contre la pauvreté ») et politiques (la « bonne gouvernance »).

Entrer dans ce jeu et tenter de convaincre qu'un consensus – même défini en termes franchement meilleurs – c'est se condamner à l'échec et – plus grave – entretenir des illusions fatales. Car la réponse au défi exige d'abord la transformation des rapports de force au bénéfice des travailleurs comme des rapports internationaux au bénéfice des peuples des périphéries. La liste est longue des conférences globales organisées par les Nations Unies et d'autres qui n'ont rien donné, comme il fallait s'y attendre.

L'histoire illustre cette exigence. La réponse à la première longue crise du capitalisme vieillissant s'était déployée de 1914 à 1950 principalement à travers les conflits qui ont opposé les peuples des périphéries à la domination des puissances impérialistes et, à des degrés divers, dans les rapports sociaux internes au bénéfice des classes populaires. Ils avaient ainsi jeté les bases du déploiement des trois systèmes de l'après Seconde Guerre mondiale : les socialismes réellement existants de l'époque, les régimes nationaux et populaires de Bandoung, le compromis social-démocrate dans les pays du Nord, lui-même rendu exceptionnellement nécessaire par les avancées amorcées à partir des initiatives indépendantes des peuples des périphéries.

La seconde longue crise du capitalisme est entrée depuis 2008 dans une phase nouvelle de son déploiement. Les conflits internationaux violents dont l'amorce est déjà visible vont-ils remettre en question, à partir de leurs positions anti-impérialistes, la domination des monopoles généralisés? Comment s'articuleront-ils avec les luttes sociales des victimes des politiques d'austérité poursuivies par les classes dominantes en réponse à la crise? Autrement dit, à la stratégie de « sortie de la crise » poursuivie par les

pouvoirs en place les peuples substitueront-ils une stratégie de « sortie du capitalisme en crise » ?

Les idéologues au service du pouvoir s'essouffent dans des considérations futiles concernant « le monde après la crise » ; la CIA n'envisage rien d'autre qu'une restauration du système, octroyant aux « marchés émergents » une participation plus importante à la mondialisation libérale, au détriment de l'Europe plutôt qu'à celui des Etats-Unis. Ils n'envisagent jamais que la crise, appelée à s'amplifier et à s'approfondir, ne sera « surmontée », comme elle le sera, qu'à travers des conflits internationaux et sociaux violents, dont l'issue, inconnue, pourra produire le meilleur (des avancées en direction du socialisme) ou le pire (l'apartheid mondial).

La radicalisation politique des luttes sociales est la condition du dépassement de leur fragmentation et de leur stratégie exclusivement défensive (« sauvegarder l'acquis »). Elle seule rend possible l'identification d'objectifs s'engageant sur la longue route du socialisme. Elle seule permet de donner aux « mouvements » la capacité d'acquérir un pouvoir réel (le terme anglais d'*empowerment* donne la meilleure formulation de cet objectif).

L'*empowerment* des mouvements exige que soient créées les conditions macro-politiques et macro-économiques fournissant le cadre qui rend viables leurs projets concrets. Comment contribuer à créer ces conditions ? On retrouve ici la question centrale du pouvoir d'Etat. Mais un pouvoir d'Etat renoué, authentiquement populaire et démocratique, sera-t-il capable, dans les conditions de la globalisation du monde contemporain, de mettre en place des politiques efficaces ? Une réponse négative à la question, trop vite donnée, appelle à s'engager dans la recherche préalable d'un consensus global minimal. Cette réponse et son corollaire sont sans fondement. Des avancées aux niveaux nationaux, renforcées éventuellement par des constructions régionales adéquates, sont incontournables. Ces avancées doivent se donner l'objectif du démantèlement du système mondial (la « déconnexion ») préalable à sa re-construction éventuelle, plus tard, sur d'autres bases, s'inscrivant dans la perspective du dépassement du capitalisme. Le principe est valable pour les pays du Sud, qui au demeurant ont initié des avancées dans cette direction en Asie et en Amérique du Sud, comme pour les pays du Nord. Mais ici l'exigence du démantèlement préalable de la construction européenne (et de celle de l'euro) n'est hélas pas encore envisagée, pas même par les gauches radicales.

L'indispensable internationalisme des travailleurs et des peuples

Les limites auxquelles les avancées de l'éveil du Sud du XX^e siècle se sont heurtées et l'aggravation des contradictions qui en a été le produit, produisant l'essoufflement des expériences de cette première vague de libération, ont été largement renforcées par l'hostilité permanente à leur endroit des Etats du

centre impérialiste. Force est de constater que cette hostilité, allant jusqu'à la guerre ouverte, a été en dernière analyse soutenue – ou tout au moins acceptée – par les «peuples du Nord». Le bénéfice de la rente impérialiste n'a certainement pas été étranger à ce rejet de l'internationalisme par ces peuples. Les minorités communistes qui ont adopté une autre attitude, parfois importantes, ont néanmoins échoué dans leurs tentatives de constituer autour d'elles des blocs alternatifs efficaces. Le passage massif des partis socialistes dans le camp «anti-communiste» a largement contribué au succès des pouvoirs capitalistes du camp impérialiste. Ces partis n'en ont pourtant pas été «récompensés»; car au lendemain même de l'effondrement de la première vague des luttes du XX^e siècle, le capital des monopoles se débarrassait de leur alliance. Ces partis n'ont pas tiré les leçons de leur défaite en se radicalisant, mais tout au contraire ont opté pour la capitulation pour glisser sur les positions «sociales-libérales» qu'on connaît. Preuve s'il le fallait du rôle décisif de la rente impérialiste dans la reproduction des sociétés du Nord. De sorte que cette seconde capitulation ne relève plus du drame, mais de la farce.

Les défaillances de l'internationalisme ont leur part de responsabilité dans les dérives autocratiques des expériences socialistes du siècle passé. L'explosion d'expressions démocratiques inventives au cours des révolutions russe et chinoise dément le jugement trop facile selon lequel les sociétés de ces pays n'étaient pas «mûres» pour la démocratie. L'hostilité des pays impérialistes, facilitée par le ralliement de leurs peuples, a largement contribué à rendre encore plus pénible la poursuite d'avancées socialistes démocratiques dans les conditions déjà difficiles créées par l'héritage du capitalisme périphérique.

La seconde vague de l'éveil des peuples, des nations et des Etats des périphéries du XXI^e siècle s'amorce donc dans des conditions qui ne sont guère meilleures, mais plutôt encore plus difficiles. Les idéologies étasuniennes du «consensus» (entendre soumission aux exigences du pouvoir du capitalisme des monopoles généralisés), l'adoption de régimes politiques «présidentiels» qui annihilent l'efficacité du potentiel contestataire de la démocratie, l'éloge inconsidéré d'un individualisme faux et manipulé associé à celui de l'inégalité, le ralliement des pays subalternisés de l'OTAN mis en œuvre par l'establishment de Washington avancent au galop dans l'Union européenne qui ne peut guère être, dans ces conditions, que ce qu'elle est: un bloc constitutif de la mondialisation impérialiste. Dans ces conditions, la déroute de ce projet militaire devient la première priorité et la condition préalable au succès de la seconde vague de libérations engagées à partir des luttes des peuples, nations et Etats des trois continents. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, les avancées en cours et à venir resteront vulnérables. Un remake du XX^e siècle n'est alors pas à exclure du possible, même si évidemment les conditions de notre époque sont passablement différentes de celles du siècle passé.

Ce scénario tragique n'est cependant pas le seul possible. L'offensive du capital contre les travailleurs se déploie désormais au cœur même du système. Preuve, s'il était nécessaire de le rappeler, que le capital, renforcé par ses victoires contre les peuples des périphéries, est alors en mesure de s'attaquer frontalement aux positions des classes travailleuses dans les centres du système. Dans ces conditions, la radicalisation des luttes n'est plus impossible à imaginer. L'héritage des cultures politiques européennes, tout autre que celle des Etats-Unis, un héritage qui n'est pas toujours perdu, devrait faciliter la renaissance d'une conscience internationaliste à la hauteur des exigences de sa mondialisation. Toujours est-il qu'une évolution dans ce sens se heurte à l'obstacle que représente la rente impérialiste. Car celle-ci n'est pas seulement une source majeure de profits exceptionnels pour les monopoles ; elle conditionne également la reproduction de la société dans son ensemble. Et avec l'adhésion des peuples concernés au modèle de démocratie électorale en place, le poids des classes moyennes peut annihiler la portée potentielle de la radicalisation des luttes populaires. Dans ces conditions, il demeure fort probable que les avancées du Sud tricontinental continueront à occuper le devant de la scène, comme au siècle passé. Cependant, dès lors que ces avancées auront produit leurs effets et entamé sérieusement l'ampleur de la rente impérialiste, les peuples du Nord – en particulier de l'Europe – devraient être mieux à même de comprendre la faillite des stratégies de soumission aux exigences du capital des monopoles impérialistes généralisés. Les forces idéologiques et politiques de la gauche radicale doivent occuper leur place dans ce grand mouvement de libération solidaire des peuples et des travailleurs.

La bataille idéologique et culturelle pour cette renaissance – que je résume dans l'objectif stratégique de la construction d'une 5^e Internationale des travailleurs et des peuples – est décisive.

Le défi pour les peuples du Sud contemporain

Transfert du centre de gravité du capitalisme mondialisé ?

Les victoires des luttes anti-impérialistes des Etats et des peuples des périphéries ouvrent-elles la voie au socialisme ou à la construction de nouveaux centres capitalistes ? La conjoncture semble opposer le déclin des vieux centres de la Triade (Etats-Unis, Europe et Japon), en crise, à l'essor impétueux des pays émergents (Chine et autres). La crise en cours ne conduirait-elle pas alors à un nouvel essor du capitalisme, centré sur l'Asie et l'Amérique du Sud ? Autrement dit, les victoires des luttes anti-impérialistes des pays émergents n'ouvrent pas la voie au socialisme mais à un nouvel essor du capitalisme, moins polarisé qu'il ne l'a été jusqu'ici.

L'argument majeur de ma critique de cette thèse populaire procède de la constatation que le modèle du capitalisme historique, désormais proposé comme modèle exclusif, a été fondé dès l'origine (le mercantilisme européen)

sur la production et la reproduction de la polarisation mondiale. Cette particularité est elle-même le produit de l'expulsion massive de la paysannerie sur laquelle son déploiement a été fondé. Ce modèle n'a été soutenable que grâce à la soupape de sécurité que l'émigration massive vers les Amériques permettait. La reproduction de ce même modèle est rigoureusement impossible pour les pays de la périphérie d'aujourd'hui – près de 80 % de la population mondiale dont près de la moitié de ruraux – faute de 5 ou 6 Amériques qui leur seraient nécessaires pour « rattraper par imitation ». Le rattrapage reste une illusion, et les progrès accomplis dans cette direction ne peuvent qu'enfermer dans l'impasse. Telle est la raison pour laquelle je dis que les luttes anti-impérialistes sont potentiellement anti-capitalistes. Si on ne peut pas « rattraper », il faudra bien « faire autre chose ».

Bien entendu, la transformation dans ce sens des visions à long terme du « développement » des pays émergents n'est en aucune manière « inéluctable ». Elle est seulement nécessaire et possible. Dans l'immédiat, les succès des pays émergents en termes de croissance accélérée dans le capitalisme mondialisé et par des moyens capitalistes renforcent l'illusion du rattrapage possible. Cette même illusion avait accompagné les expériences de la première vague de « l'éveil du Sud » au 20^e siècle, même si celles-ci ont été vécues comme un « rattrapage par la voie du socialisme ». J'avais analysé dans ces termes les contradictions du « projet de Bandoung » (1955-1980), qui associait les deux projets conflictuels des bourgeoisies nationales et des classes populaires, alliées dans les luttes de libération.

Aujourd'hui, l'impérialisme collectif de la Triade déploie tous les moyens économiques, financiers et militaires en sa possession pour perpétuer sa domination sur le monde. Les pays émergents qui déploient des stratégies visant à annihiler les avantages de la Triade – le contrôle des technologies, l'accès exclusif aux ressources naturelles du globe, le contrôle militaire de la planète – sont de ce fait en conflit avec la Triade. Ce conflit contribue à dissiper les illusions éventuelles sur leur possibilité « d'avancer dans le système » et donne aux forces démocratiques et populaires la possibilité d'infléchir le cours des choses en direction d'avancées sur la longue route de la transition au socialisme.

Les conditions d'une réponse efficace aux défis : la démocratisation, la question agraire, la question écologique

Je ne retiendrai dans ce qui suit que les trois domaines majeurs de la réponse aux défis mentionnés dans le titre de cette section.

1. « Démocratie » ou démocratisation associée au progrès social ?

Le coup de génie des diplomates de l'alliance atlantique a été de choisir le terrain de la « démocratie » pour engager leur offensive qui visait dès le départ le démantèlement de l'Union soviétique et la reconquête des pays de l'Europe

de l'Est. Un choix qui remonte aux années 70 et s'est progressivement cristallisé dans la mise en place de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) puis la signature de l'Acte final à Helsinki en 1975. Jacques Andreani, dans son livre au titre évocateur (*le Piège, Helsinki et la chute du communisme*; Odile Jacob 2005), explique comment les Soviétiques, qui attendaient de l'accord un désarmement de l'Otan et une détente authentique, ont tout simplement été dupés par leurs partenaires occidentaux. Il s'agissait bien d'un coup de génie parce que la «question démocratique» était une question vraie et que le moins qu'on puisse dire est que les régimes soviétiques n'étaient certainement pas «démocratiques», quelle que soit la définition retenue pour définir son concept et sa pratique. Les pays de l'Alliance atlantique, en contrepoint, pouvaient s'auto-qualifier de «démocratiques», quelles qu'aient été les limites et les contradictions de leurs pratiques politiques réelles associées à leur soumission aux exigences de la reproduction capitaliste. La comparaison des systèmes opérait visiblement en leur faveur.

Ce discours démocratique devait alors être progressivement substitué à celui que tenaient les Soviétiques et leurs alliés, celui de la «coexistence pacifique» associée au «respect» des pratiques politiques des uns et des autres et au principe de «non ingérence» dans leurs affaires intérieures.

Le discours de la coexistence avait connu ses moments forts. Qu'on se souvienne par exemple de l'écho de l'Appel de Stockholm qui, dans les années 50, rappelait aux peuples la menace nucléaire réelle impliquée par les options de la diplomatie agressive des Etats-Unis, déployées depuis la Conférence de Potsdam (1945) et renforcées par les bombardements atomiques du Japon au lendemain même de la Conférence.

Mais simultanément, le choix de cette stratégie (coexistence et non ingérence) convenait – ou pouvait convenir selon les moments – aux pouvoirs dominants en place à l'Ouest et à l'Est. Car ce discours faisait accepter comme allant de soi la réalité des qualifications respectives de «capitaliste» et de «socialiste» retenues pour les pays de l'Ouest et de l'Est. Il évacuait toute discussion sérieuse concernant la nature précise de chacun des deux systèmes, c'est-à-dire évitait d'examiner, d'une part, celle du capitalisme réellement existant de notre époque (le capitalisme des oligopoles) et, d'autre part, celle du «socialisme réellement existant». En leur lieu et place, l'ONU (avec l'accord tacite des pouvoirs des deux mondes en question) substituait aux vocables de «capitalisme» et «socialisme» ceux de «économies de marché» et «économies centralement planifiées» (ou, pour être méchant «économies administrées»). Ces deux qualificatifs – faux l'un et l'autre (c'est-à-dire vrais en apparence seulement) – permettaient, selon les moments, de placer l'accent sur la «convergence des systèmes», convergence elle-même imposée par la technologie moderne (une thèse – fausse également – procédant d'une conception techniciste moniste de l'histoire), et de donner sa place à la coexistence afin de faciliter cette convergence «naturelle»; ou de placer au contraire l'accent sur l'opposition irréductible entre, d'une part, le modèle «démocratique» (associé

à l'économie de marché) et, d'autre part, le modèle de «totalitarisme» (produit par l'économie «administrée») dans les moments de guerre froide.

Centrer la bataille autour de la «démocratie» permettait le choix d'une «irréductibilité» des systèmes et de n'offrir aux pays de l'Est que la perspective d'une capitulation, par un retour au capitalisme (le «marché») qui devait alors produire – naturellement – les conditions d'une démocratisation. Que cela n'ait pas été le cas (pour la Russie post-soviétique) ou ne l'ait été que dans des formes caricaturales extrêmes (pour les ethnocraties d'ici et là dans l'Est européen) constitue une autre affaire. On pourrait faire observer que le discours «démocratique» des pays de l'Alliance atlantique est récent. Car à l'origine, l'OTAN s'est parfaitement accommodé de Salazar, des généraux turcs et des colonels grecs. A la même époque, les diplomates de la Triade ont soutenu (et souvent mis en place) les pires dictatures que l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie aient connues. Au départ, le nouveau discours démocratique n'a été adopté qu'avec beaucoup de réticences. Beaucoup des responsables politiques majeurs de l'Alliance atlantique en voyaient les inconvénients, gênants pour la «real-politik» de leur préférence. Il a fallu Carter à la présidence des Etats-Unis (un peu comme Obama aujourd'hui) pour faire comprendre que le sermon «moral» sur le thème démocratique était porteur. Il a fallu Mitterrand en France pour rompre avec la tradition gaulliste du refus de la «coupure» imposée en Europe par la stratégie de la guerre froide prônée par les Etats-Unis. Il a fallu Gorbatchev en URSS pour ne pas comprendre que le ralliement à ce discours n'était porteur que de la catastrophe garantie.

Le nouveau discours «démocratique» allait donc porter ses fruits. Il est apparu comme suffisamment convaincant pour que les opinions de «gauche» en Europe s'y rallient. Non seulement les gauches électorales (des partis socialistes), mais tout également celles plus radicales à l'origine, dont les partis communistes étaient les héritiers. Avec «l'euro-communisme», le consensus devient général. Les classes dominantes de la triade impérialiste ont tiré les leçons de leur victoire. Elles ont donc décidé de poursuivre cette stratégie de centrage du débat sur la «question démocratique». On ne reproche pas à la Chine son ouverture économique extérieure, mais sa gestion politique monopolisée par le parti communiste. On ne tient pas compte des réalisations sociales de Cuba, sans pareilles dans toute l'Amérique latine, mais on ne cesse de stigmatiser son parti unique. Même à l'égard de la Russie de Poutine, on tient le même discours. L'objectif réel de cette stratégie est-il de faire triompher la démocratie? Il faudrait être bien naïf pour le croire. Le seul objectif est d'imposer aux pays réfractaires «l'économie de marché», ouverte et intégrée dans le système mondial dit libéral, en réalité impérialiste, et de soumettre les pays en question au statut de périphéries dominées dans ce système. Un objectif qui, réalisé, devient un obstacle au progrès de la démocratie dans les pays victimes concernés et en aucune manière un moyen d'avancer dans la réponse à la «question démocratique».

Les chances d'avancées démocratiques dans les pays pratiquant, au moins à l'origine, le « socialisme réellement existant » auraient été bien meilleures, dans le moyen terme sinon dans l'immédiat, en laissant la dialectique des luttes sociales s'y développer par elle-même, ouvrant des perspectives possibles au dépassement des limites de l'héritage de ce « socialisme réellement existant » (de surcroît déformé par le ralliement au moins partiel à l'ouverture économique libérale), à la « sortie du tunnel ».

Au demeurant, le thème « démocratique » n'est invoqué que contre les pays récalcitrants à l'ouverture libérale mondialisée. Pour les autres, on est moins regardant à l'endroit de leur gestion politique parfaitement autocratique. L'Arabie saoudite ou le Pakistan en donnent de beaux exemples ; mais également la Géorgie (pro-atlantiste) et beaucoup d'autres. Au mieux d'ailleurs, la formule « démocratique » proposée ne dépasse guère les frontières de la caricature « pluripartiste électorale », non seulement parfaitement dissociée des exigences du progrès social, mais encore toujours – ou presque – associée à la régression sociale que la domination du capitalisme réellement existant (celui des oligopoles) exige et produit. La formule a déjà largement dé-crédibilisé la démocratie à laquelle les peuples en désarroi ont substitué l'adhésion à des illusions passéistes religieuses et ethnistes.

Il est donc nécessaire plus que jamais de renforcer la critique de gauche radicale (je souligne radicale, pour la distinguer de la critique de gauche, confuse et vague). C'est-à-dire d'une critique qui associe et non dissocie démocratisation de la société (et pas seulement de sa pratique de gestion politique) et progrès social (dans une perspective socialiste). Dans cette critique, la lutte pour la démocratisation et la lutte pour le socialisme sont indissociables. Pas de socialisme sans démocratie, mais aussi pas de progrès démocratique hors de la perspective socialiste.

La démocratie, entendue comme un processus sans fin, s'oppose à la formule de la prétendue démocratie électorale représentative pluripartiste, vidée de tout contenu capable de lui donner le pouvoir de transformer la société. Cette démocratisation est multidimensionnelle. Elle intègre la question majeure des rapports hommes-femmes, comme elle intègre toutes les libertés individuelles qu'elle entend développer et non restreindre. Mais elle impose de surcroît la promotion réelle de droits sociaux collectifs, dans la perspective de la socialisation de la gestion de l'économie, au-delà du capitalisme fondé sur le caractère sacré de la propriété privée.

2. La question agraire : l'accès au sol de tous les paysans

La modernisation de l'agriculture du Sud par la « voie capitaliste » est-elle possible et souhaitable ?

Plaçons-nous dans l'hypothèse d'une stratégie de développement de l'agriculture cherchant à reproduire systématiquement au Sud le parcours qui a produit l'agriculture familiale moderne au Nord. On imagine facilement

qu'une vingtaine (ou une cinquantaine) de millions de fermes modernes supplémentaires, si on leur donnait accès aux superficies importantes de terre nécessaires (en les enlevant aux économies paysannes et en choisissant sans doute les meilleurs sols) et si elles avaient accès aux marchés de capitaux leur permettant de s'équiper, pourraient produire l'essentiel de ce que les consommateurs urbains solvables achètent encore à la production paysanne. Mais que deviendront ces milliards de producteurs paysans non compétitifs ? Ils seront inexorablement éliminés dans le temps historique bref de quelques dizaines d'années. Que deviendront ces milliards d'êtres humains, déjà pour la plupart pauvres parmi les pauvres, mais qui se nourrissent eux-mêmes, tant bien que mal, et plutôt mal pour le tiers d'entre eux ? À l'horizon de cinquante ans, aucun développement industriel plus ou moins compétitif, même dans l'hypothèse fantaisiste d'une croissance continue de 7 % l'an pour les trois quarts de l'humanité, ne pourrait absorber fût-ce le tiers de cette réserve. C'est dire que le capitalisme est par nature incapable de résoudre la question paysanne et que les seules perspectives qu'il offre sont celles d'une planète bidonvillisée et de milliards d'êtres humains « en trop ».

Nous sommes donc parvenus au point où pour ouvrir un champ nouveau à l'expansion du capital (« la modernisation de la production agricole ») il faudrait détruire – en termes humains – des sociétés entières. Vingt ou cinquante millions de producteurs efficaces nouveaux (cinquante ou deux cents millions d'êtres humains avec leurs familles) d'un côté, trois milliards d'exclus de l'autre. La dimension créatrice de l'opération ne représente plus qu'une goutte d'eau face à l'océan des destructions qu'elle exige. J'en conclus que le capitalisme est entré dans sa phase sénile descendante ; la logique qui commande ce système n'étant plus en mesure d'assurer la simple survie de la moitié de l'humanité. Le capitalisme devient barbarie, invite directement au génocide. Il est nécessaire plus que jamais de lui substituer d'autres logiques de développement, d'une rationalité supérieure.

Alors, que faire ?

Il faut accepter le maintien d'une agriculture paysanne pour l'avenir visible du XXI^e siècle. Non pour des raisons de nostalgie romantique du passé, mais tout simplement parce que la solution du problème passe par le dépassement des logiques du capitalisme, s'inscrivant dans la longue transition séculaire du socialisme mondial. Il faut donc imaginer des politiques de régulation des rapports entre le « marché » et l'agriculture paysanne. Aux niveaux nationaux et régionaux, ces régulations, singulières et adaptées aux conditions locales, doivent protéger la production nationale, assurant ainsi l'indispensable souveraineté alimentaire des nations et neutralisant l'arme alimentaire de l'impérialisme – autrement dit déconnecter les prix internes de ceux du marché dit mondial – comme elles doivent – à travers une progression de la productivité dans l'agriculture paysanne, sans doute lente mais continue – permettre la maîtrise du transfert des populations des campagnes vers les

villes. Au niveau de ce qu'on appelle le marché mondial, la régulation souhaitable passe probablement par des accords inter-régionaux répondant aux exigences d'un développement qui intègre au lieu d'exclure.

Une politique de développement à la hauteur des défis doit être fondée sur la garantie de l'accès au sol et aux moyens de l'exploiter au bénéfice de tous les paysans, dans la plus grande égalité possible. Le progrès nécessaire de la productivité de cette agriculture familiale ne peut être imaginé sans industrialisation qui la soutienne. Etant entendu que les modes de cette industrialisation incontournable ne sauraient reproduire l'essentiel des formes de ceux du capitalisme, qui accusent les inégalités sociales et détruisent les conditions écologiques d'une reproduction saine. Les programmes qui écartent cette exigence pour lui substituer l'aide extérieure, assaisonnée de discours creux (démocratie électorale, bonne gouvernance, réduction de la pauvreté), relèvent de la tradition colonialiste. L'objectif réel de l'impérialisme est de gérer la marginalisation des peuples concernés. Du point de vue de l'impérialisme, les ressources naturelles de certaines régions du Sud, celles de l'Afrique en particulier (pétrole, minerais, terres) sont importantes, pas les peuples (africains) qui constituent plutôt un obstacle au déploiement du pillage de ces ressources. D'une manière générale, seules les minorités des peuples du Sud qui disposent d'un pouvoir d'achat (les « classes moyennes ») intéressent le marché mondial. Pour la majorité de ces peuples, le capitalisme n'a rien d'autre à offrir que la perspective de leur extermination.

3. « L'environnement », ou la perspective socialiste de la valeur d'usage ? La question écologique et le développement prétendu durable

Là encore, le point de départ est la reconnaissance d'un problème réel, celui de la destruction de l'environnement naturel et, en dernier ressort, la poursuite de la vie sur la planète, produite par la logique de l'accumulation capitaliste. Là encore, l'émergence de la question remonte aux années 70, plus exactement à la Conférence de Stockholm de 1972. Mais longtemps minoré, marginalisé dans la panoplie des discours dominants et des pratiques de la gestion de l'économie, cette question ne s'est imposée comme axe central nouveau de la stratégie dominante que relativement récemment.

Marx en son temps n'avait pas seulement soupçonné l'existence du problème en question. Il en avait déjà formulé l'expression de l'existence par la distinction rigoureuse qu'il faisait entre la valeur et la richesse, confondues par l'économie vulgaire. Marx dit explicitement que l'accumulation capitaliste détruit les bases naturelles sur lesquelles elle se fonde : l'homme (le travailleur aliéné et exploité, dominé et opprimé) et la terre (symbole de la richesse naturelle offerte à l'humanité). Et quelles que soient les limites de cette expression, prisonnière comme toujours de celles de l'époque, elle n'en demeure pas moins la manifestation d'une conscience lucide du problème

(au-delà de l'intuition) qui mérite d'être reconnue. Il est donc regrettable que les écologistes de notre époque n'aient pas lu Marx. Cela leur aurait permis d'aller plus loin dans leurs propres propositions, d'en mieux saisir la portée révolutionnaire et même, évidemment, d'aller plus loin que Marx lui-même sur ce sujet.

Cette déficience de l'écologie moderne facilite sa capture par l'idéologie de l'économie vulgaire, en position dominante dans le monde contemporain. Cette capture opère sur deux plans : d'une part, par la réduction du calcul en valeurs d'usage à un calcul en valeurs d'échange « amélioré » et, d'autre part, par l'intégration du défi écologique dans l'idéologie du « consensus ». L'une et l'autre de ces opérations annihilent la prise de conscience lucide qu'écologie et capitalisme sont antagoniques par nature. En fait, on le voit déjà, les oligopoles se sont emparés de l'écologisme pour justifier l'ouverture de champs nouveaux à leur expansion destructrice. François Houtart en a donné une illustration décisive dans son ouvrage sur les agro-carburants (*L'Agroénergie, solution pour le climat ou sortie de crise pour le capital?* Couleur Livre, Charleroi, 2009). Le « capitalisme vert » est désormais l'objet des discours obligatoires des femmes et hommes de pouvoir dans la Triade (de droite et de gauche) et des dirigeants des oligopoles. L'écologisme en question est bien entendu conforme à la vision dite de la « soutenabilité faible » – jargon d'usage – c'est-à-dire de la marchandisation des « droits à l'accès aux ressources de la planète ». Tous les économistes conventionnels se rallient ouvertement à cette position, en proposant « la mise aux enchères des ressources mondiales (pêche, permis de polluer...) ». Une proposition qui revient tout simplement à soutenir les oligopoles dans leurs ambitions d'hypothéquer davantage l'avenir des peuples du Sud.

Cette capture du discours écologiste rend de beaux services à l'impérialisme. Car elle permet de marginaliser, pour ne pas dire simplement évacuer, la question du développement. Comme on le sait, la question du développement n'a été à l'ordre du jour de l'agenda international que lorsque les pays du Sud étaient en mesure de l'imposer par leurs initiatives propres, contraignant les puissances de la Triade à négocier et faire des concessions. La page de l'ère de Bandoung tournée, il n'a plus été question de développement, mais seulement d'ouverture des marchés. Et l'écologie, entendue comme elle l'est par les pouvoirs dominants, vient à point pour prolonger cet état de fait. La capture du discours écologiste par la culture politique du consensus (expression nécessaire de la conception du capitalisme-fin-de-l'histoire) n'est pas moins avancée. Cette capture emprunte la voie facile. Car elle répond aux aliénations et illusions dont se nourrit la culture dominante, qui est celle du capitalisme. Voie facile parce que cette culture existe réellement, est en place, et en place dominante dans l'esprit de la majorité des êtres humains, au Sud comme au Nord.

En contrepoint, l'expression des exigences de la contre-culture du socialisme engage dans une voie difficile. Car la culture du socialisme

n'est pas là, devant nous. Elle est futur à inventer, projet de civilisation, ouverte à l'imaginaire inventif. Des formules (comme «la socialisation par la démocratie et non par le marché»; «la dominance de la culture substituée à celle de l'économie et de la politique à son service») ne suffisent pas, en dépit de la puissance qu'elles ont pour amorcer le processus historique de la transformation. Car il s'agit d'un processus long, «séculaire», la reconstruction des sociétés sur d'autres principes que ceux du capitalisme tant au Nord qu'au Sud ne pouvant être imaginée «rapide». Mais la construction de l'avenir, même lointain, commence aujourd'hui.

De l'audace, encore de l'audace

La conjoncture historique produite par l'implosion du capitalisme contemporain impose à la gauche radicale, au Nord comme au Sud, d'avoir de l'audace dans la formulation de son alternative politique au système en place.

Pourquoi de l'audace?

1. Le capitalisme contemporain est un capitalisme de monopoles généralisés. J'entends par là que les monopoles constituent désormais non plus des îles (fussent-elles importantes) dans un océan de firmes qui ne le sont pas – et qui, de ce fait, sont encore relativement autonomes – mais un système intégré et qu'ainsi ces monopoles contrôlent désormais étroitement l'ensemble de tous les systèmes productifs. Les petites et moyennes entreprises – et même les grandes entreprises qui ne relèvent pas elles-mêmes de la propriété formelle des ensembles oligopolistiques concernés – sont enfermées dans des réseaux de moyens de contrôle mis en place en amont et en aval par les monopoles. Leur marge d'autonomie s'est rétrécie comme une peau de chagrin. Ces unités de production sont devenues les sous-traitants des monopoles. Ce système des monopoles généralisés est le produit d'une étape nouvelle de la centralisation du capital dans les pays de la Triade (les Etats-Unis, l'Europe occidentale et centrale, le Japon) qui s'est déployée au cours des années 80 et 90.

Simultanément, ces monopoles généralisés dominent l'économie mondiale. La «mondialisation» est le nom qu'ils ont eux-mêmes donné à l'ensemble des exigences par lesquelles ils exercent leur contrôle sur les systèmes productifs des périphéries du capitalisme mondial (le monde entier au-delà des partenaires de la Triade). Il ne s'agit de rien d'autre que d'une étape nouvelle de l'impérialisme.

2. Le capitalisme des monopoles généralisés et mondialisés constitue un système qui assure à ces monopoles la ponction d'une rente de monopole prélevée sur la masse de la plus-value (transformée en profits) que le capital extrait de l'exploitation du travail. Dans la mesure où ces monopoles opèrent dans les périphéries du système mondialisé, cette rente de monopole devient

une *rente impérialiste*. Le procès d'accumulation du capital – qui définit le capitalisme dans toutes ses formes historiques successives – est, de ce fait, commandé par la maximisation de la rente monopolistique/impérialiste.

Ce déplacement du centre de gravité de l'accumulation du capital est à l'origine de la poursuite continue de la concentration des revenus et des fortunes, au bénéfice de la rente des monopoles, largement accaparée par les oligarchies («ploutocraties») qui gouvernent les groupes oligopolistiques, au détriment des rémunérations du travail et même des rémunérations du capital non monopolistique.

3. Ce déséquilibre en croissance continue est lui-même, à son tour, à l'origine de la financiarisation du système économique. J'entends par là qu'une fraction croissante du surplus ne peut plus être investie dans l'élargissement et l'approfondissement des systèmes productifs et que le «placement financier» de cet excédent croissant constitue alors la seule alternative possible pour la poursuite de l'accumulation commandée par les monopoles.

La mise en place de systèmes permettant cette financiarisation opère par différents moyens inventés et imposés à cet effet: (i) la soumission de la gestion des firmes au principe de la «valeur actionnariale»; (ii) la substitution de systèmes de retraite par capitalisation (les fonds de pension) aux systèmes de retraite par répartition; (iii) l'adoption du principe des «changes flexibles»; (iv) l'abandon du principe de la détermination du taux de l'intérêt – le prix de la «liquidité» – par les banques centrales et le transfert de cette responsabilité au «marché».

La financiarisation a transféré à une trentaine de banques géantes de la Triade la responsabilité majeure dans la commande de la reproduction de ce système de l'accumulation. Ce que l'on appelle pudiquement «les marchés» ne sont alors rien d'autre que les lieux où se déploient les stratégies de ces agents dominants la scène économique. A son tour cette financiarisation, qui accuse la croissance de l'inégalité dans la répartition des revenus (et des fortunes), génère le surplus grandissant dont elle se nourrit. Les «placements financiers» (ou encore les placements de spéculation financière) poursuivent leur croissance à des rythmes vertigineux, sans commune mesure avec ceux de la «croissance du PIB» (elle-même devenue de ce fait largement fictive) ou ceux de l'investissement dans l'appareil productif. La croissance vertigineuse des placements financiers exige – et alimente – entre autres celle de la dette, sous toutes ses formes, en particulier celle de la dette souveraine. Lorsque les gouvernements en place prétendent poursuivre l'objectif de «réduction de la dette», ils mentent délibérément. Car la stratégie des monopoles financiarisés a besoin de la croissance de la dette (qu'ils recherchent et non combattent): un moyen financièrement intéressant d'absorber le surplus de rente des monopoles. Les politiques d'austérité imposées «pour réduire la dette» ont, au contraire, pour conséquence (recherchée) d'en augmenter le volume.

C'est ce système – qualifié vulgairement de « néolibéral », en fait le système du capitalisme des monopoles généralisés, « mondialisés » (impérialistes) et financiarisés (par nécessité imposée pour sa reproduction) – qui implose sous nos yeux. Ce système, visiblement incapable de surmonter ses contradictions internes grandissantes, est condamné à poursuivre sa course folle.

La « crise » du système n'est pas due à autre chose qu'à son propre « succès ». En effet, jusqu'à ce jour, la stratégie déployée par les monopoles a toujours donné les résultats recherchés : les plans « d'austérité », les plans dits sociaux (en fait antisociaux) de licenciement s'imposent toujours, en dépit des résistances et des luttes. L'initiative demeure toujours, jusqu'à ce jour, dans les mains des monopoles (« les marchés ») et de leur serviteurs politiques (les gouvernements qui soumettent leurs décisions aux exigences dites du « marché »).

4. Dans ces conditions, le capital des monopoles a ouvertement déclaré la guerre aux travailleurs et aux peuples. Cette déclaration trouve sa formulation dans la sentence « le libéralisme n'est pas négociable ». Le capital des monopoles entend donc poursuivre sa course folle et non pas en ralentir le rythme. La critique que je ferai plus loin des propositions de « régulation » s'inscrit dans cette logique.

Nous ne sommes pas dans un moment historique où la recherche d'un « compromis social » constitue une alternative possible. Il y a eu de tels moments dans l'histoire, comme par exemple dans l'Après-guerre, avec les compromis social capital/travail propres à l'Etat social-démocrate en Occident, au socialisme réellement existant de l'Est, aux projets nationaux populaires du Sud. Mais notre moment historique n'est pas de ceux là. Le conflit oppose donc le capital des monopoles aux travailleurs et aux peuples invités à une capitulation sans condition. Les stratégies défensives de résistance sont, dans ces conditions, inefficaces, appelées à être toujours finalement vaincues. Face à la guerre déclarée par le capital des monopoles, les travailleurs et les peuples doivent développer des stratégies qui leur permettent de passer à l'offensive. Cette conjoncture de guerre sociale s'accompagne nécessairement de la prolifération des conflits politiques internationaux et des interventions militaires des puissances impérialistes de la Triade. La stratégie de « contrôle militaire de la planète » par les forces armées des Etats-Unis et de leurs alliés subalternes de l'Otan constitue en dernier ressort le seul moyen par lequel les monopoles impérialistes de la Triade peuvent espérer poursuivre leur domination sur les peuples, les nations et les Etats du Sud.

Face à ce défi (la guerre déclarée par les monopoles), quelles sont les réponses alternatives proposées ?

Première réponse : la « régulation des marchés » (financiers et autres)

Il s'agit là d'initiatives que les monopoles et les pouvoirs à leur service prétendent envisager. En fait, il ne s'agit là que d'une rhétorique creuse, destinée à tromper les opinions publiques. Ces initiatives ne peuvent pas

arrêter la course folle à la rentabilité financière qui est le produit de la logique de l'accumulation commandée par les monopoles. Elles ne constituent donc qu'une fausse alternative.

Seconde réponse: le retour aux modèles de l'Après-guerre

Ces réponses alimentent une triple nostalgie: (i) la refondation d'une « sociale démocratie » véritable en Occident; (ii) la résurrection de « socialismes » fondés sur les principes qui ont gouverné ceux du XX^e siècle; (iii) le retour aux formules du nationalisme populaire dans les périphéries du Sud. Comme on peut le voir, ces nostalgies imaginent pouvoir « faire reculer » le capitalisme des monopoles, en l'obligeant à régresser sur les positions qui étaient les siennes en 1945. Elles ignorent que l'histoire ne permet jamais de tels retours en arrière. Il faut s'attaquer au capitalisme tel qu'il est aujourd'hui, et non à ce qu'on aurait souhaité qu'il soit, en imaginant le blocage de son évolution. Il reste que ces nostalgies continuent à hanter des segments importants des gauches à travers le monde.

Troisième réponse: la recherche d'un consensus « humaniste »

Je définis les vœux pieux de cette manière précise: l'illusion qu'un consensus qui associe les porteurs d'intérêts fondamentalement conflictuels serait possible. L'écologie naïve, entre autres, partage cette illusion.

Quatrième réponse: les illusions passéistes

Ces illusions invoquent la « spécificité » et le « droit à la différence » sans se soucier d'en comprendre la portée et le sens. Le passé aurait déjà répondu aux questions d'avenir. Ces « culturalismes » peuvent revêtir des formes para-religieuses ou ethniques. Les théocraties et les ethnocraties constituent alors des substituts commodes aux luttes sociales démocratiques qu'elles évacuent de leur agenda.

Cinquième réponse: la priorité aux « libertés individuelles »

L'éventail des réponses fondées sur cette priorité, considérée comme la « valeur suprême » et même exclusive, intègre dans ses rangs les inconditionnels de la « démocratie électorale représentative », assimilée à la démocratie tout court. La formule dissocie la démocratisation des sociétés du progrès social et tolère même *de facto* son association avec la régression sociale, au prix de risquer de décrédibiliser la démocratie, réduite au statut de farce tragique.

Mais il existe des formes de cette posture encore plus dangereuses. Je fais référence ici à certains courants « post-modernistes » (à Toni Negri en particulier) qui imaginent que l'individu est déjà devenu le sujet de l'histoire, comme si le communisme, qui permettra à l'individu réellement émancipé des aliénations marchandes de devenir effectivement le sujet de l'histoire, était déjà là!

On voit bien que toutes ces réponses, dont celles de droite (les « régulations » qui ne remettent pas en cause la propriété privée des

monopoles), ne sont pas sans trouver d'échos puissants dans les majorités des peuples de gauche tels qu'ils sont encore.

5. La guerre déclarée par le capitalisme des monopoles généralisés de l'impérialisme contemporain n'a rien à craindre des fausses alternatives dont j'ai dessiné ici les lignes directrices.

Alors, que faire? Le moment nous offre l'occasion historique d'aller bien plus loin; il impose comme seule réponse efficace une radicalisation audacieuse dans la formulation d'alternatives capables de faire passer les travailleurs et les peuples à l'offensive, de mettre en déroute la stratégie de guerre de l'adversaire. Ces formulations, fondées sur l'analyse du capitalisme contemporain réellement existant, doivent regarder en face l'avenir à construire et tourner le dos aux nostalgies du passé et aux illusions identitaires ou consensuelles.

Des programmes audacieux pour la gauche radicale

J'organiserai les propositions générales qui suivent en trois rubriques: (i) socialiser la propriété des monopoles; (ii) dé-financiariser la gestion de l'économie; (iii) dé-mondialiser les rapports internationaux.

1. Socialiser la propriété des monopoles

L'efficacité de la réponse alternative nécessaire exige la remise en cause du principe même de la propriété privée du capital des monopoles. Proposer de «réguler» les opérations financières, de restituer aux marchés leur «transparence» pour permettre aux «anticipations des agents» d'être «rationnelles», définir les termes d'un consensus sur ces réformes sans abolir la propriété privée des monopoles, ce n'est rien d'autre que jeter de la poudre aux yeux des publics naïfs. Car on invite alors les monopoles eux-mêmes à «gérer» ces réformes, contre leur intérêt propre, en ignorant qu'ils conservent mille et un moyens d'en contourner les objectifs.

L'objectif du projet alternatif doit être d'inverser la direction de l'évolution sociale (du désordre social) produite par les stratégies des monopoles, d'assurer l'emploi maximal et de le stabiliser, de garantir des salaires convenables en croissance parallèle à celle de la productivité du travail social. Cet objectif est tout simplement impossible sans exproprier le pouvoir des monopoles.

Le «logiciel des théoriciens de l'économie» doit être reconstruit (comme l'écrit François Morin). Car l'absurde et impossible théorie économique des «anticipations» expulse la démocratie de la gestion de la décision économique. Avoir de l'audace, c'est ici reformuler dans la perspective radicale exigée les réformes de l'enseignement, non seulement pour la formation des économistes, mais également pour celle de tous ceux qui sont appelés à occuper des fonctions de cadre.

Les monopoles sont des ensembles institutionnels qui doivent être gérés selon les principes de la démocratie, en conflit frontal avec ceux qui

sacralisent la propriété privée. Bien que l'expression de «biens communs», importée du monde anglo-saxon, soit par elle-même toujours ambiguë parce que déconnectée du débat sur le sens des conflits sociaux (le langage anglo-saxon veut ignorer délibérément la réalité des classes sociales), on pourrait à la rigueur l'invoquer ici en qualifiant les monopoles précisément de «biens communs». L'abolition de la propriété privée des monopoles passe par leur nationalisation. Cette première mesure juridique est incontournable. Mais l'audace consiste ici à proposer des plans de socialisation de la gestion des monopoles nationalisés et à promouvoir des luttes sociales démocratiques qui engagent sur cette longue route.

Je donnerai ici un exemple concret de ce que pourraient être ces plans de socialisation.

Les agriculteurs «capitalistes» (ceux des pays capitalistes développés) comme les agriculteurs «paysans» (en majorité au Sud) sont tous prisonniers en amont des monopoles qui leur fournissent les intrants et le crédit, en aval de ceux dont ils dépendent pour la transformation, le transport et la commercialisation de leurs produits. De ce fait, ils ne disposent d'aucune autonomie réelle dans la prise de leurs «décisions». De surcroît, les gains de productivité qu'ils réalisent sont pompés par les monopoles qui les réduisent au statut de «sous-traitant». Quelle alternative?

Il faudrait pour cela substituer aux monopoles concernés des institutions publiques dont une loi-cadre fixerait le mode de constitution des directoires. Ceux-ci seraient constitués par des représentants: (i) des paysans (les intéressés principaux); (ii) des unités d'amont (usines de fabrication des intrants, banques) et d'aval (industries agro-alimentaires, chaînes de distribution); (iii) des consommateurs; (iv) des pouvoirs locaux (intéressés par l'environnement naturel et social – écoles, hôpitaux, urbanisme et logements, transports); (v) de l'Etat (les citoyens). Les représentants des composantes énumérés ici seraient eux-mêmes choisis selon des procédures cohérentes avec leur mode propre de gestion socialisée, puisque par exemple les unités de production d'intrants seraient elles-mêmes gérées par des directoires composites associant les travailleurs directement employés par les unités concernées, ceux qui sont employés par des unités de sous-traitance etc. On devrait concevoir ces constructions par des formules qui associent les cadres de gestion à chacun de ces niveaux, comme les centres de recherche scientifique et technologique indépendants et appropriés. On pourrait même concevoir une représentation des fournisseurs de capitaux (les «petits actionnaires») hérités de la nationalisation, si on le jugeait utile.

Il s'agit donc de formules institutionnelles beaucoup plus complexes que ne le sont celles de «l'autogestion» ou de la «coopérative» telles que nous les connaissons. Il s'agit de formules à inventer qui permettraient l'exercice d'une démocratie authentique dans la gestion de l'économie, fondée sur la négociation ouverte entre les parties prenantes. Une formule qui associe donc systématiquement démocratisation de la société et progrès social, en

contrepoint de la réalité capitaliste qui dissocie la démocratie – réduite à la gestion formelle de la politique – des conditions sociales – abandonnées à ce que le « marché », dominé par le capital des monopoles, produit. Alors et alors seulement on pourrait parler de transparence authentique des marchés, régulés dans ces formes institutionnalisées de la gestion socialisée.

L'exemple choisi pourrait paraître marginal dans les pays capitalistes développés du fait que les agriculteurs n'y représentent qu'une très faible proportion des travailleurs (3 à 7 %). Par contre, cette question est centrale dans les pays du Sud dont la population rurale restera importante encore longtemps. Ici, l'accès à la terre, qui doit être garanti à tous (avec la moindre inégalité possible dans cet accès) s'inscrit dans les principes fondamentaux de l'option en faveur d'une agriculture paysanne (je renvoie ici à mes développements plus fournis sur la question). Mais dire « agriculture paysanne » ne doit pas être compris comme « agriculture stagnante » (voire « réserve folklorique »). Et le progrès nécessaire de cette agriculture paysanne exige certaines « modernisations » (même si ce terme est impropre car il suggère immédiatement à beaucoup la modernisation par le capitalisme). Des intrants plus efficaces, des crédits, un écoulement convenable des productions sont nécessaires pour donner du sens à l'amélioration de la productivité du travail paysan. Les formules proposées poursuivent l'objectif de permettre cette modernisation par des moyens et dans un esprit « non capitalistes », c'est-à-dire s'inscrivant dans une perspective socialiste.

Evidemment, l'exemple concret choisi ici n'est pas le seul dont il faudrait imaginer l'institutionnalisation. Les nationalisations/socialisations de la gestion des monopoles de l'industrie et des transports, celles des banques et des autres institutions financières devraient être imaginées dans le même esprit, mais en tenant compte pour la constitution de leurs directoires de la spécificité de leurs fonctions économiques et sociales. Encore une fois, ces directoires devraient associer les travailleurs de l'entreprise et ceux des sous-traitants, les représentants des industries d'amont, les banques, les institutions de recherche, les consommateurs, les citoyens.

La nationalisation/socialisation des monopoles répond à une exigence fondamentale, qui constitue l'axe du défi auquel les travailleurs et les peuples sont confrontés dans le capitalisme contemporain des monopoles généralisés. Elle seule permet de mettre un terme à l'accumulation par dépossession qui commande la logique de la gestion de l'économie par les monopoles.

L'accumulation dominée par les monopoles ne peut en effet se reproduire qu'à la condition que l'aire soumise à la « gestion des marchés » soit en expansion continue. Celle-ci est obtenue par la privatisation à outrance des services publics (dépossession des citoyens) et de l'accès aux ressources naturelles (dépossession des peuples). La ponction que la rente des monopoles opère sur les revenus du capital des unités économiques « indépendantes » est elle-même une dépossession (de capitalistes !) par l'oligarchie financière.

La dé-financiarisation : un monde sans *Wall Street*

La nationalisation/socialisation des monopoles abolit déjà par elle-même le principe de la « valeur actionnariale » imposé par la stratégie de l'accumulation au service de la rente des monopoles. Cet objectif est essentiel pour tout programme audacieux de sortie des ornières dans lesquelles la gestion de l'économie contemporaine est enlisée. Sa réalisation coupe l'herbe sous les pieds de la financiarisation de cette gestion. Revient-on par là même à cette fameuse « euthanasie des rentiers » préconisée par Keynes en son temps ? Pas nécessairement et encore moins intégralement. L'épargne peut être encouragée par une récompense financière, mais à condition d'en définir d'une manière précise les origines (épargne des ménages de travailleurs, des entreprises, des collectivités) et les conditions de leur rémunération. Le discours concernant l'épargne macroéconomique dans la théorie économique conventionnelle cache en réalité l'organisation de l'accès exclusif des monopoles au marché des capitaux. Sa prétendue « rémunération par les marchés » n'est alors rien d'autre que le moyen de garantir la croissance des rentes de monopoles.

Bien entendu, la nationalisation/socialisation des monopoles implique celle des banques, au moins des majeures d'entre elles. Mais la socialisation de leur intervention (les « politiques de crédit ») comporte des spécificités qui imposent une conception adéquate dans la constitution de leurs directoires. La nationalisation au sens classique du terme impliquait seulement la substitution de l'Etat aux conseils d'administration formés par les actionnaires privés. Cela permettrait déjà, en principe, la mise en œuvre par les banques des politiques de crédit formulées par l'Etat ; et cela n'est déjà pas rien. Mais cela ne suffit certainement pas dès lors qu'on a pris conscience que la socialisation implique la participation directe dans la gestion bancaire des partenaires sociaux concernés. Bien entendu, ici également « l'autogestion » – la gestion des banques par leur personnel – n'est pas la formule qui répond aux questions posées. Les personnels concernés doivent certes être associés aux décisions concernant leurs conditions de travail, mais guère plus, car ils n'ont rien à dire concernant les politiques de crédit à mettre en œuvre.

Si les directoires bancaires doivent associer les intérêts – conflictuels – de ceux qui fournissent les crédits (les banques) et de ceux qui les reçoivent (les « entreprises ») la formule est à penser concrètement en relation avec ce que sont ces dernières et ce qu'elles demandent. Une recomposition du système bancaire, trop centralisé surtout depuis que les régulations financières traditionnelles des deux siècles passés ont été abandonnées au cours des quatre dernières décennies, s'impose. Il y a là un argument fort pour justifier la reconstruction de spécialisations bancaires, selon les destinataires de leurs crédits et selon la fonction économique de ceux-ci (fourniture de liquidités à court terme, contribution au financement des investissements à moyen et long termes). On pourrait alors par exemple concevoir une « banque de

l'agriculture» (ou un ensemble coordonné de banques de l'agriculture) dont la clientèle serait constituée non pas seulement par les agriculteurs et les paysans mais également par les unités d'intervention en amont et en aval de l'agriculture décrites plus haut. Son directoire associerait alors, d'une part, les «banquiers» (le personnel dirigeant de la banque, lui-même choisi par le directoire) et, d'autre part, les clients (les agriculteurs ou les paysans, les unités d'amont et d'aval). On devrait imaginer d'autres ensembles bancaires articulés sur les secteurs industriels, dont les directoires associeraient les clientèles industrielles, les centres de recherche et de technologie, des services compétents dans le domaine du contrôle des effets écologiques des modes de production mis en œuvre, garantissant de ce fait le risque minimal (sachant bien qu'aucune action humaine ne comporte de risque zéro), objet lui-même de débats démocratiques transparents.

La dé-financiarisation de la gestion économique implique également deux séries de mesures législatives. Les premières concernent la suppression pure et simple des fonds de spéculation (*hedge funds*), dont un Etat souverain peut toujours interdire les opérations sur le territoire national. Les secondes concernent les fonds de pension, devenus d'ailleurs des opérateurs majeurs dans la financiarisation du système économique. Ces fonds ont été conçus – d'abord aux Etats-Unis bien entendu – pour transférer aux salariés les risques qui normalement sont encourus par le capital et constituent la raison même invoquée pour légitimer sa rémunération! Il s'agit donc d'une opération scandaleuse, en contradiction manifeste avec le discours idéologique de défense du capitalisme! Mais cette «invention» convient parfaitement au déploiement des stratégies de l'accumulation dominée par les monopoles. Leur abolition s'impose, au bénéfice de systèmes de retraite par répartition, qui, par leur nature même, permettent et imposent le débat démocratique pour la détermination des montants et durées de cotisation et des rapports entre les montants des pensions et les rémunérations salariales. Ces systèmes ont la vocation normale, dans une démocratie respectueuse des droits sociaux, à être généralisés à tous les travailleurs. Cependant, à la rigueur et par souci de ne rien «interdire» qui soit souhaité par un groupe d'individus, des retraites complémentaires servies par des fonds de pension pourraient être autorisées.

L'ensemble des mesures de dé-financiarisation suggérées ici conduisent à une conclusion évidente: *Un monde sans Wall Street*, pour reprendre le titre du livre de François Morin, est possible et souhaitable.

Dans ce monde, la vie économique demeure largement régulée par le «marché». Mais il s'agit alors de marchés pour la première fois réellement transparents, régulés par la négociation démocratique d'authentiques partenaires sociaux (pour la première fois également ceux-ci ne sont plus des adversaires comme ils le sont nécessairement dans le capitalisme). Ce qui est aboli, c'est le «marché» financier – opaque par nature – soumis aux exigences de sa gestion au bénéfice des monopoles. On pourrait discuter davantage

pour savoir s'il est utile ou non de «fermer les bourses», les opérations de transfert éventuel des droits de propriété tant dans leurs formes privées que dans leurs formes sociales étant conduites «autrement», ou si l'on conserve des bourses refondées à cette fin. Le symbole, en tout cas – «un monde sans Wall Street» – conserve toute sa force.

La dé-financiarisation n'implique certainement pas l'abolition de la politique macroéconomique et en particulier celle de la gestion macro du crédit. Tout au contraire, elle en rétablit l'efficacité en la libérant de sa soumission aux stratégies de maximisation de la rente des monopoles. La restauration des pouvoirs des banques centrales nationales, non plus «indépendantes» mais dépendantes à la fois de l'Etat et des marchés régulés par la négociation démocratique des partenaires sociaux, donne à la formulation de la politique macro de crédit toute son efficacité au service d'une gestion socialisée de l'économie.

Au plan international : la déconnexion

Je reprendrai ici le terme de déconnexion que j'ai proposé il y a déjà un demi-siècle, auquel la langue contemporaine semble substituer le synonyme de «dé-globalisation/dé-mondialisation». Je rappelle que je n'ai jamais entendu par déconnexion un repli autarcique, mais une inversion stratégique dans la vision des rapports internes/externes, en réponse aux exigences incontournables d'un développement autocentré. La déconnexion favorise la reconstruction d'une mondialisation fondée sur la négociation, et non la soumission aux intérêts exclusifs des monopoles impérialistes. Elle favorise la réduction des inégalités internationales.

La déconnexion s'impose du fait que les mesures préconisées dans les deux sections qui précèdent ne pourront véritablement jamais être mises en œuvre à l'échelon mondial, ni même à celui d'ensembles régionaux (comme l'Europe). Elles ne peuvent être amorcées que dans le cadre des Etats/nations les plus avancés par l'ampleur et la radicalité des luttes sociales et politiques, s'assignant l'objectif de s'engager dans la voie de la socialisation de la gestion de leur économie.

L'impérialisme, dans les formes qui ont été les siennes jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avait construit le contraste entre les centres impérialistes industrialisés et les périphéries dominées interdites d'industries. Les victoires des mouvements de libération nationale ont amorcé l'industrialisation des périphéries, à travers la mise en œuvre de politiques de déconnexion exigées par leur option en faveur d'un développement autocentré. Associées à des réformes sociales plus ou moins radicales, ces déconnexions ont créé les conditions de «l'émergence» ultérieure de ceux de ces pays qui étaient allés le plus loin dans cette voie, la Chine en tête du peloton bien entendu. Cependant, l'impérialisme de la Triade, contraint de reculer et de «s'ajuster» aux conditions de cette époque révolue, s'est

reconstruit sur des bases nouvelles, fondées sur des « avantages » dont il entend garder le privilège de l'exclusivité et que j'ai classés en cinq rubriques : le contrôle des technologies de pointe, le contrôle de l'accès aux ressources naturelles de la planète, le contrôle du système monétaire et financier intégré à l'échelle mondiale, le contrôle des systèmes de communication et d'information, le contrôle des armements de destruction massive.

La forme principale de la déconnexion aujourd'hui se définit alors précisément par la remise en cause de ces cinq privilèges de l'impérialisme contemporain. Les pays émergents sont engagés sur cette voie, avec plus ou moins de détermination évidemment. Certes leur succès antérieur lui-même leur a permis, au cours des deux dernières décennies, d'accélérer leur développement, industriel en particulier, dans le système mondialisé « libéral » et par des moyens « capitalistes » ; et ce succès a alimenté des illusions concernant la possibilité de poursuite dans cette voie, autrement dit de se construire comme de nouveaux « partenaires capitalistes égaux ». La tentative de « coopter » les plus prestigieux de ces pays par la création du G20 a encouragé ces illusions. Mais avec l'implosion en cours du système impérialiste (qualifié de « mondialisation »), ces illusions sont appelées à se dissiper. Le conflit entre les puissances impérialistes de la Triade et les pays émergents est déjà visible et est appelé à s'aggraver. Si elles veulent aller de l'avant, les sociétés des pays émergents seront contraintes de se tourner davantage vers des modes de développement autocentré tant au plan national que par le renforcement des coopérations Sud-Sud. L'audace consiste ici à s'engager avec fermeté et cohérence dans cette voie, en associant les mesures de déconnexion qu'elle implique à des avancées sociales progressistes.

L'objectif de cette radicalisation est triple et associe la démocratisation de la société, le progrès social et des postures anti-impérialistes conséquentes. Un engagement dans cette voie est possible, non pas seulement dans les sociétés des pays émergents, mais également dans celles des « laissés-pour-compte » du grand Sud. Ces pays ont été véritablement recolonisés à travers les programmes d'ajustement structurel des années 80. Leurs peuples sont désormais en révolte ouverte, qu'ils aient déjà marqué des points (en Amérique du Sud) ou pas encore (dans le monde arabe). L'audace consiste ici pour les gauches radicales dans les sociétés en question de prendre la mesure du défi et de soutenir la poursuite et la radicalisation nécessaire des luttes en cours.

La déconnexion des pays du Sud prépare la déconstruction du système impérialiste en place. La chose est particulièrement visible dans les domaines concernés par la gestion du système monétaire et financier mondialisé, sous l'hégémonie du dollar. Mais attention : il est illusoire de penser pouvoir substituer à ce système un « autre système monétaire et financier mondial » mieux équilibré et plus favorable au développement des périphéries. Comme toujours, la recherche d'un « consensus » international permettant cette reconstruction par en haut relève du vœu pieux et de l'attente du miracle.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la déconstruction du système en place – son implosion – et la reconstruction de systèmes alternatifs nationaux (pour les pays continents) ou régionaux, comme certains projets de l'Amérique du Sud l'amorcent. L'audace consiste ici à aller de l'avant avec la plus grande résolution possible, sans trop s'inquiéter des ripostes de l'impérialisme aux abois.

Cette même problématique de la déconnexion/déconstruction concerne l'Europe, mise en place comme un sous-ensemble de la mondialisation dominée par les monopoles. Le projet européen a été pensé dès l'origine et construit systématiquement pour déposséder les peuples concernés des moyens d'exercer leur pouvoir démocratique. L'Union européenne a été placée dans un régime de protectorat exercé par les monopoles. Avec l'implosion de la zone euro, cette soumission qui abolit la démocratie réduite au statut de farce prend des allures extrêmes : comment les « marchés » (c'est-à-dire les monopoles) et les « agences de notation » (c'est-à-dire encore les monopoles) réagissent-ils ? Voilà la seule question désormais posée. Comment les peuples pourraient réagir ne fait plus l'objet de la moindre considération.

Il est alors évident qu'il n'y a pas ici non plus d'alternative à l'audace : « désobéir » aux règles imposées par la « Constitution européenne », comme par la fausse banque centrale de l'euro. Autrement dit déconstruire les institutions de l'Europe et de la zone euro. Telle est la condition incontournable pour la reconstruction ultérieure d'une « autre Europe » (celle des peuples et des nations).

En conclusion : de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace

Ce que j'ai entendu par audace c'est donc :

1. Pour les gauches radicales dans les sociétés de la triade impérialiste, l'engagement dans la construction d'un *bloc social alternatif anti-monopoles*.
2. Pour les gauches radicales dans les sociétés des périphéries, l'engagement dans la construction d'un *bloc social alternatif anti-compradore*.

Des avancées dans ces constructions, qui prendront leur temps mais pourraient fort bien s'accélérer dès lors que la gauche radicale en amorcerait avec détermination le mouvement, s'inscrivent nécessairement comme des avancées sur la longue route du socialisme. Il s'agit donc de propositions de stratégies non pas de « sortie de la crise du capitalisme », mais de « sortie du capitalisme en crise » pour reprendre le titre d'un de mes ouvrages récents.

Nous sommes dans une période cruciale de l'histoire. La seule légitimité du capitalisme est d'avoir créé les conditions de son dépassement socialiste, entendu comme une étape supérieure de la civilisation. Le capitalisme est désormais un système obsolète, dont la poursuite du déploiement ne produit plus que la barbarie ; et il n'y a plus d'autre capitalisme possible. L'issue de ce conflit de civilisation est incertain, comme toujours. Ou bien les gauches

radicales parviendront, par l'audace de leurs initiatives, à arracher des avancées révolutionnaires, ou bien la contre-révolution l'emportera. Il n'y a pas de compromis durable entre ces deux réponses au défi.

Toutes les stratégies des gauches non radicales ne sont en fait que des non-stratégies, c'est-à-dire des ajustements au jour le jour aux vicissitudes du système en implosion. Et si les pouvoirs en place veulent, comme le Guépard, «tout changer afin que rien ne change», les candidats de la gauche non radicale croient possible de «changer la vie sans toucher aux pouvoirs des monopoles»! Les gauches non radicales n'arrêteront pas le triomphe de la barbarie capitaliste. Elles ont déjà perdu la bataille, faute de vouloir la livrer.

De l'audace: il en faut pour faire coïncider l'automne du capitalisme, annoncé par l'implosion de son système, avec un authentique printemps des peuples, devenu possible.

Références

- AMIN S. (2009), *Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise?* éd. le Temps des cerises, Paris.
- AMIN S. (2008), *l'Eveil du Sud, l'ère de Bandoung*, éd. le Temps des cerises, Paris.
- AMIN S. (2008), *Du capitalisme à la civilisation*, Syllepse, Paris (traduction en anglais et en espagnol, *le Capitalisme des monopoles généralisés, le projet européen, les mouvements sociaux*).
- AMIN S. (2005), *Pour un monde multipolaire*, Syllepse, Paris (traduction en anglais et en espagnol, *la Chine, le Sud, l'Europe*).
- AMIN S. (2003), *le Virus libéral*, éd. le Temps des cerises, Paris (traduction en anglais et en espagnol, *l'Idéologie du consensus*).
- AMIN S. (2011), *la Mondialisation de la loi de la valeur*, éd. le Temps des cerises, Paris.
- BERNIER A. (2011), *Désobéissons à l'Union européenne*, Mille et une nuits, Paris.
- NIKONOFF J. (2011), *Sortir de l'euro*, Mille et une nuits, Paris.
- MORIN F. (2011), *Un monde sans Wall Street*, le Seuil, Paris.